

Lycée professionnel: les syndicats appellent à une nouvelle grève le 17 novembre

Paris, 20 oct. 2022 (AFP) -

La plupart des syndicats d'enseignants de la voie professionnelle ont appelé jeudi à une nouvelle journée de grève en France le 17 novembre, pour demander le retrait du projet de réforme voulu par Emmanuel Macron.

Après une première journée de grève mardi que les organisations syndicales qualifient de "réussie", elles appellent à une nouvelle "mobilisation sous forme de rassemblements et de manifestations" et d'arrêt de travail, indique un communiqué signé par la plupart des syndicats du secteur, dont le Snetaa-FO, le Snuep-FSU, le Se-unsa, la CGT, le Snalc, SUD Éducation, le CNT.

Dans une rare alliance intersyndicale, ils demandent le retrait de cette réforme de la voie professionnelle, lancée par Emmanuel Macron dès sa campagne présidentielle. Ils dénoncent notamment l'augmentation prévue du temps de stages d'au moins 50% qui réduirait les heures d'enseignement.

Mardi, des milliers de personnes, principalement des enseignants, avaient défilé à Paris et dans d'autres villes de France pour dénoncer "la casse des lycées pro".

Emmanuel Macron a présenté en septembre les grandes lignes de sa réforme du lycée professionnel, "très progressive" selon lui. Fin août, le chef de l'Etat avait appelé, devant les recteurs d'académie, à une "transformation profonde" de la voie professionnelle, avec la volonté de "ré-arrimer très en profondeur et en amont le lycée professionnel avec le monde du travail".

Vendredi, la ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels Carole Grandjean doit installer quatre groupes de travail sur cette réforme, avec pour thématiques l'amélioration du taux de décrochage, l'amélioration du taux d'insertion dans l'emploi, une meilleure préparation des poursuites d'études ou encore une meilleure marge de manoeuvre des établissements", selon un document dont l'AFP a obtenu copie.

Mais plusieurs organisations syndicales, dont le Snetaa-FO (majoritaire), le Snuep-FSU ou encore la CGT, ont annoncé qu'elles n'y participeraient pas: elles demandent que soient organisés "des groupes de travail avec les syndicats des lycées professionnels pour établir un diagnostic sérieux et rigoureux", sans quoi "il est inacceptable d'envisager et d'imposer une quelconque réforme".

asm/fmp/rhl

Afp le 20 oct. 22 à 17 51.

